

Les «économies light» de la Confédération

L'essentiel en bref:

- La Confédération doit maîtriser ses finances.
- Le programme d'allègement du Conseil fédéral est juste et important.
- Les allègements prévus freineront la croissance des dépenses. Ce sont des «économies light».

Le mois de janvier est celui des bonnes résolutions. C'est aussi celui des économies. Au lendemain des fêtes de fin d'année, de nombreux ménages réduisent leurs dépenses. Tout le monde sait ce que signifie «économiser»: c'est dépenser moins. C'est gérer ses ressources avec parcimonie. Les personnes qui dépensent continuellement trop finissent piégées par l'endettement.

Il en va de même de l'État. Lorsque ses dépenses dépassent ses recettes, son endettement augmente. Les États-Unis ont ainsi accumulé des dettes pour plus de 36 000 milliards de dollars. Et chaque jour, leurs dettes s'alourdissent de quelque 10 milliards. En France, le taux d'endettement est passé au-delà de 100% du produit intérieur brut. Autrement dit, les dettes du pays sont plus importantes que les richesses créées pendant une année. Le problème est que les intérêts passifs augmentent aussi, et l'État se voit restreint dans sa capacité d'action. Sans compter qu'une dette qui croît pèse sur les dépenses de consommation et les générations futures.

Grâce au frein à l'endettement, la Suisse est dans une situation bien meilleure

En matière de dettes, la Suisse est dans une situation bien meilleure. Son taux d'endettement est inférieur à 30%. Grâce au frein à l'endettement. Celui-ci oblige en effet les pouvoirs publics à équilibrer les finances à moyen terme. Le frein à l'endettement a été adopté en 2001 à une majorité écrasante de près de 85% des votants, car il incarne le « bon sens ». Il est le garant de bonnes pratiques en matière de gestion budgétaire.

Même un État ne peut pas dépenser plus qu'il ne gagne sur le long terme. Une politique financière avisée est un atout pour l'avenir. La Confédération doit prendre des mesures si elle entend préserver sa capacité à agir – également en temps de crise. Elle a besoin d'une marge de manœuvre financière pour relever les défis à venir. **Frank Marty** a très bien décrit les mécanismes à l'œuvre dans un

récent blog. Si les dépenses fédérales augmentent de manière excessive, cela finira par poser des problèmes. Le Conseil fédéral a donc élaboré un programme d'allègement qui devrait être soumis en consultation fin janvier. Celui-ci se fonde sur les propositions du groupe d'experts Gaillard et agit avant tout sur les dépenses, ce qui est judicieux. En l'occurrence, il ne procède pas à des coupes radicales, mais fixe des priorités. Dans quel domaine peut-on améliorer l'efficacité des dépenses? Où peut-on éviter des coûts?

Le programme d'allègement doit être maintenu tel quel

L'objectif est de stabiliser les finances fédérales. Pour les milieux économiques, il est clair que ce programme doit être maintenu tel quel. Tous les domaines doivent apporter leur contribution. Lors de la récente session d'hiver, le Parlement est parvenu à voter un budget qui respecte le frein à l'endettement malgré des hausses de dépenses ciblées. Pour cela, deux choses étaient nécessaires: des compensations susceptibles de réunir une majorité et un camp bourgeois uni. Une détermination similaire sera nécessaire pour rééquilibrer le budget fédéral durablement. Les milieux politiques doivent mettre en œuvre le mandat inscrit dans la Constitution.

Ce qui va de soi pour les ménages suscite souvent l'indignation dans l'arène politique, où les intérêts particuliers se font entendre. Au sein des partis politiques, les propos deviennent vite virulents. On parle d'économiser «jusqu'à la mort» ou d'«hiver social». Il est pourtant absurde d'appliquer de tels qualificatifs au programme d'allègement du Conseil fédéral. En effet, ce programme ne fera que freiner la croissance des dépenses. Celles-ci continueront de progresser, simplement un peu moins vite. C'est pourquoi on parle bien d'allègement et non d'économies. Dans le cas présent, la Confédération opte pour des «économies light».

Alléger les dépenses fédérales n'est pas une fin en soi. L'objectif est de préserver la capacité de l'État à agir à long terme, ce qui est dans l'intérêt de tous. Car seul un État dont les finances sont saines est solide. *economiesuisse* soutient une politique financière responsable et soutiendra donc le programme d'allègement avec conviction.